**FORMULAIRE DE DEMANDE**

**Appel à propositions :**

**Appui aux opérateurs de la réinsertion**

**Référence LEMMA-2017-AP3**

**DATE LIMITE DE SOUMISSION : 10 septembre 2017**

Le formulaire de demande doit être rempli en français et ne pas excéder 10 pages, dont 1 page maximum pour la présentation de l’expérience préalable et expertise prouvée dans le domaine de l’inclusion sociale, de l’économie sociale et solidaire et de l’accompagnement des migrants de retour. Il est très important que ce document contienne **toutes** les informations pertinentes concernant l’action.

Table des matières

[1. Résumé de l’action - ½ page 2](#_Toc488677735)

[2. Détail des activités - 3 pages 2](#_Toc488677736)

[3. Méthodologie – 3 pages 2](#_Toc488677737)

[4. Plan d’action détaillé - 1 page 3](#_Toc488677738)

[5. Durabilité de l’action – 1,5 pages 3](#_Toc488677739)

[6. Expérience du demandeur en gestion de projet – 1 page 3](#_Toc488677740)

# Résumé de l’action - ½ page

Résumer l’action et présenter comment elle répond aux objectifs spécifiques de l’appel à proposition listés ci-dessous :

* accompagnement personnalisé des bénéficiaires du projet pilote favorisant leur insertion sociale et la pérennité de leur entreprise économique,
* développement de la solidarité entre migrants de retour, indépendamment de leur profil socio-culturel, sur la base de l’intérêt individuel et collectif,
* renforcement des capacités de la société civile, notamment dans le champ de l’inclusion sociale,
* développement de l’économie sociale et solidaire dans des territoires en demande de développement,
* soutien à l’innovation économique et sociale,
* amélioration de la coopération entre la société civile, les autorités locales et les services déconcentrés de l’État,
* sensibilisation de l’opinion publique aux aspects positifs du retour pour la communauté,
* dissuasion de l’émigration irrégulière par la création d’activités et la démonstration que l’initiative économique est possible.

# Détail des activités - 3 pages

Définir et décrire en détail chaque activité et sous-activité à entreprendre pour produire des résultats, en justifiant le choix et en spécifiant le rôle de chaque codemandeur éventuel.

Préciser les résultats attendus de chaque action, qui seront détaillés dans le cadre logique (annexe C).

Préciser le nombre final de bénéficiaires de l’aide à la réinsertion (20 personnes minimum).

# Méthodologie – 3 pages

* Description du rôle des différents acteurs et parties prenantes (codemandeur(s), migrants bénéficiaires, autorités locales, services déconcentrés de l’État, etc.) dans l’action et les raisons pour lesquelles ce rôle leur a été assigné ;
* Présentation de la structure organisationnelle et de l'équipe proposée pour la mise en œuvre de l'action (par fonction) ;
* Description des principaux moyens proposés pour la mise en œuvre de l’action (identification des bénéficiaires finaux, équipement, matériel et fournitures à acquérir ou à louer) ;
* Description des procédures de suivi et d’évaluation interne et/ou externe.

# Plan d’action détaillé - 1 page

Le plan d’action doit être présenté sous forme d’un tableau chronologique couvrant toute la période de l’action.

# Durabilité de l’action – 1,5 pages

* Décrire l'impact attendu de l'action en incluant si possible les données quantifiées ;
* Décrire les possibilités d'extension des résultats de l'action dans le temps, en indiquant clairement les objectifs de rentabilité des projets de réinsertion économique qui conditionnent leur pérennité ;
* Expliquer comment l'action sera rendue durable une fois menée à son terme : actions de suivi, stratégies internes, appropriation, plans de communication, etc. ;
* Fournir une analyse des risques - physiques, environnementaux, politiques, économiques et sociaux - associés à chaque action proposée, et des mesures permettant d'y faire face ;
* Décrire les principales conditions préalables et hypothèses pendant et après la phase de mise en œuvre.

# Expérience du demandeur en gestion de projet – 1 page

Présenter l’expérience du demandeur en gestion de projet, ainsi que son expertise technique dans le domaine de l’inclusion sociale, de l’économie sociale et solidaire ou de l’accompagnement des migrants de retour (maximum 1 page). Présenter les éléments permettant de juger de la solidité financière du demandeur.